

OUÙ VA L'AFRIQUE DU SUD ?

Harare, 10-12 mars 1986

Ce colloque entrait dans le cadre des activités régionales que l'Association africaine de science politique (AASP) organise dans l'intervalle de ses conférences biennales. Créée en 1973 sous forme d'association panafricaine ayant vocation à regrouper tous les enseignants et chercheurs en sciences sociales du continent, l'AASP s'efforce de multiplier les programmes d'étude et les rencontres scientifiques sur les problèmes concrets du développement de l'Afrique dans le contexte mondial. Dans cette perspective, la section nationale du Zimbabwe, sous l'impulsion du vice-président de l'AASP pour l'Afrique australe, I. Mandaza, a invité les membres et sympathisants de l'association à se pencher sur les perspectives à court et moyen terme de développement politique, économique et social en Afrique du Sud à la lumière de la récente accélération de la dynamique du changement dans ce pays.

A cette fin, s'est trouvé réuni un important ensemble d'enseignants, chercheurs et militants africains, résolument engagés, directement ou indirectement, dans la lutte de libération en Afrique du Sud. On trouvait notamment des universitaires sud-africains exilés de renom, tels qu'Archie Mafeje, Ben Magubane et Sam Nolutshungu. Les mouvements de libération sud-africains (ANC, PAC) et namibien (SWAPO) étaient largement représentés ; participaient également aux travaux des Sud-Africains noirs (syndicalistes, militants, enseignants et chercheurs) vivant en Afrique du Sud. Seule grande puissance étrangère représentée, l'URSS avait délégué Victor Gontcharov, de l'Institut d'Afrique de l'Académie des Sciences de l'Union soviétique.

A partir du thème central (« où va l'Afrique du Sud ? »), les débats s'articulèrent autour de quatre sous-thèmes. Le premier, consacré à l'État, permit de discuter les communications de A. Mafeje sur la dynamique de l'État sud-africain, de R. Nengwekhulu sur les questions de race, classe et ethnicité, et de S. Nolutshungu. Le sous-thème de la résistance fut traité sous l'angle de l'économie politique de la révolution sud-africaine (B. Magubane), et sous forme d'études sur les mouvements populaires urbains (M. Mbeki), les femmes (I.-M. Casaburri) et le mouvement syndical (G. Ramaphosa). S. Amin présidait aux débats du troisième sous-thème consacré à l'intégration régionale ; des communications très stimulantes furent présentées par T. Mkandawire (SADCC), G. Muthaba (la « Ligne de front ») et J. Depelchin (la lutte des peuples pour

leur histoire). Enfin, le quatrième sous-thème a donné lieu à un large tour d'horizon sur la politique des grandes puissances à l'égard de l'Afrique australe, I. Mandaza traitant des États-Unis et V. Gontcharov de l'URSS. Le problème namibien fut présenté par H. Geingob.

Ces diverses communications ont donné lieu à des débats animés ; les représentants des mouvements de libération sud-africains ainsi que les autres participants sud-africains ont, de par leur expérience quotidienne de l'apartheid, injecté dans ceux-ci une dose salutaire de réalisme sans lequel on risquait fort d'en rester à un stade trop théorique.

Au terme de ce colloque, diverses résolutions ont été adoptées, réclamant notamment la suppression de toute entrave aux droits humanitaires, civils et politiques de la majorité et la libération inconditionnelle de tous les détenus politiques, y compris N. Mandela. Les participants ont par ailleurs sévèrement condamné les relations politiques, économiques et militaires que certains pays d'Europe occidentale, de même d'ailleurs que certains pays africains, continuent d'entretenir avec le régime sud-africain ; ils ont réclamé le ralliement de ces pays à la lutte de libération nationale en Afrique du Sud.

Il est à souhaiter que la prochaine réunion de l'AASP qui doit se tenir à Yaoundé en mai 1987 voie une participation accrue des universitaires d'Afrique francophone et lusophone, encore trop peu présents.

Guy Martin